

Une page de l'Histoire de France s'écrit avec le nouveau Front populaire

Avec un programme de gouvernement et des candidatures uniques dans les circonscriptions de France, les forces politiques qui ont constitué le nouveau Front populaire donnent rendez-vous aux Françaises et aux Français les 30 juin et 7 juillet prochains.

Une immense attente d'union s'est exprimée. Elle est scellée !

À partir d'aujourd'hui, partout en France nous œuvrerons à élargir ce rassemblement avec toutes celles et ceux, Françaises, Français, associations, syndicats, partis politiques, personnalités engagées dans le débat public, qui partagent nos idées et nos orientations.

Nous aurons des candidates et des candidats communs capables de représenter la société française.

Dans les Landes, les candidats du nouveau Front

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2468 – Jeudi 20 juin 2024

Populaire sont :

1ère circonscription : Marie-Laure LAFARGUE et Frédéric POMAREZ

2ème circonscription : notre camarade Jean-Marc LESPADÉ et Axelle VERDIÈRE-BARGAOUÏ

3ème circonscription : Boris VALLAUD et Christine FOURNADET.

Nous avons œuvré à un programme politique de rupture avec une déclinaison pour les 100 premiers jours du mandat, des propositions concrètes et réalistes, pour que la vie des Françaises et des Français change, vraiment !

Désormais, l'arrivée du Rassemblement national au pouvoir n'est plus une fatalité !

Levez-vous et rejoignez le nouveau Front populaire. L'espoir est là ! ■

NOUVEAU
**FRONT
POPULAIRE**

Élections législatives

30 juin et 7 juillet 2024

2^{ème} circonscription des Landes



Jean-Marc

Axelle

LESPADÉ et **VERDIÈRE-BARGAOUÏ**

CONTRAT DE LÉGISLATURE

Projet proposé par le PCF

Au lendemain des élections européennes, la France comme le reste de l'Europe se retrouvent devant un défi historique.

L'heure est au sursaut. Elle est à empêcher l'extrême droite de faire main basse sur le pays, elle est à construire une alternative de progrès à Emmanuel Macron et à son gouvernement qui sont responsables du désastre qu'affronte le peuple de France. Elle est à créer une dynamique de victoire pour la gauche, en répondant aux besoins populaires.

Nous voulons permettre à nos concitoyennes et concitoyens de vivre dignement de leur travail, bâtir un nouveau mode de développement et de conquêtes sociales et démocratiques. Nous voulons relever, dans la justice sociale, le défi de la lutte contre le réchauffement climatique. Nous voulons que la France porte haut la voix de la paix, du refus des logiques de force, de la défense des droits des peuples, de l'instauration d'une nouvelle sécurité collective en France et dans le monde.

C'est l'objet du contrat de législature sur lequel nos candidates et candidats mèneront la campagne des élections législatives.

1. Pour le pouvoir d'achat, l'augmentation des salaires et des pensions : augmenter le smic à 2000 euros brut et indexer les salaires et les pensions sur l'inflation ; augmenter les salaires et convoquer dès le début de la législature une grande conférence sociale pour les salaires, l'emploi et la formation ; augmenter de 30 % le traitement des fonctionnaires et dégeler le point d'indice ; instaurer le seuil minimum des retraites à 1 500 euros ; bloquer les prix des produits de première nécessité ; augmenter l'AAH et les pensions d'invalidité ; rendre gratuites les cantines scolaires et les quantités d'eau et d'électricité indispensables à une existence digne.

2. Pour le progrès social et humain et des services publics renforcés : abroger la réforme Macron portant à 64 ans l'âge du départ à la retraite, et revenir sur la réforme Attal des règles d'indemnisation des privés d'emploi ; renoncer au projet de réforme du statut des fonctionnaires ; ouvrir des négociations en vue du passage à 32 heures de la durée hebdomadaire du travail ; instaurer le droit à une fin de vie digne, choisie et apaisée ; rembourser les soins à 100 % par la Sécurité sociale, qui doit redevenir le bien commun des cotisants et cotisantes ; mettre en œuvre un plan d'urgence pour la santé et l'hôpital public, avec le recrutement de 100 000 soignants et 300 000 pour les Ehpad, et interdire la création d'Ehpad à but lucratif ; reconstruire un grand service public de l'Éducation nationale, pour une école laïque, gratuite, assurant l'égalité et l'émancipation ; mettre en œuvre un plan de recrutement massif de personnels dans la santé, l'éducation, l'énergie, la protection de l'enfance, l'autonomie des aînés, la vie autonome des personnes en situation de handicap, de l'habitat, la

justice et la police de proximité ; titulariser les contractuels de la fonction publique ; mettre en œuvre la réappropriation publique et sociale de la SNCF, de La Poste, d'Orange et créer un grand pôle public de l'énergie ; régulariser les travailleurs sans papiers, afin de lutter contre la mise en concurrence des salariés.

3. Pour une politique de planification au service d'un développement solidaire et écologique : sécuriser l'emploi et de la formation tout au long de la vie ; relocaliser les productions industrielles et agricoles ; développer une nouvelle industrialisation de la France, à partir de nouveaux critères économiques et environnementaux ; contrôler les prix de l'énergie et interdire toute augmentation supérieure à l'index des salaires ; donner la priorité à la lutte contre le dérèglement climatique, avec l'objectif d'une empreinte carbone nulle en 2050 ; développer les énergies bas carbone et engager un grand débat citoyen sur le sujet ; mettre en place un plan de 140 milliards d'euros par an pour répondre aux recommandations du Giec ; agir en faveur des transports écologiques et collectifs ; organiser la rénovation thermique de 700 000 logements et construire 200 000 logements sociaux par an ; engager une transformation agro-écologique pour promouvoir un nouveau modèle et une alimentation de qualité.

4. Pour l'avenir de la jeunesse : abroger « Parcoursup » et supprimer la sélection à l'entrée de l'université ; mettre en place un revenu d'autonomie pour garantir le droit aux études des étudiants et étudiantes ; reconstruire un enseignement supérieur répondant aux défis des révolutions technologique et informationnelle, avec la construction de nouvelles universités et la création des places nécessaires dans l'enseignement supérieur ; réserver 10 % des embauches des entreprises aux jeunes de moins de 25 ans.

5. Pour les droits des femmes : mettre en œuvre une loi-cadre et affecter un milliard d'euros à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes ; engager en une année un processus menant à l'égalité salariale effective entre femmes et hommes.

6. Pour l'égalité réelle et l'émancipation de chacune et chacun : élaborer un plan d'action global contre le racisme, l'antisémitisme, la haine des musulmans et contre l'ensemble des discriminations (à l'emploi, au logement, à l'éducation, à la santé...) ; mettre en place un plan d'éradication des violences et d'action pour l'égalité des droits en faveur des personnes LGBTQI+ ; développer et garantir les droits des personnes en situation de handicap ; encourager la création artistique et la culture, avec le passage du budget dédié de l'État à 1 % du PIB ; donner nouvelle impulsion au secteur associatif.

7. Pour la justice fiscale et pour reprendre en main les grands leviers de commande : instaurer un nouvel ISF, renforcer fortement la progressivité de l'impôt sur le revenu, supprimer les exonérations fiscales et sociales quand elle vont accroître les dividendes, prélever à la source l'impôt dû par les multinationales ; créer un pôle public bancaire et financier, notamment par des nationalisations bancaires démocratiques, dans le but d'un crédit reposant sur de nouveaux critères sociaux et écologiques ; remettre à plat toutes les aides publiques sur des critères de progrès social et écologique ; nationaliser les entreprises stratégiques pouvant permettre la construction de nouvelles filières industrielles, s'intégrant aux nouveaux modes recherchés de production, de consommation et d'échanges.

8. Pour une nouvelle République : rendre le pouvoir au Parlement contre un présidentielisme qui asphyxie la démocratie ; instaurer la proportionnelle à toutes les élections ; construire un nouveau rapport entre les citoyens et les élus ; séparer les lobbies financiers de l'État ; abroger les lois liberticides adoptées depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron ; respecter la démocratie sociale et le rôle des organisations syndicales, arrêter la répression syndicale ; instaurer de nouveaux pouvoirs pour les citoyens (droit de pétition, référendum d'initiative populaire, co-élaboration des lois-cadres par des conférences citoyennes) et les salariés dans les entreprises (droit de veto sur les plans de licenciements, droit à la prise en compte des projets alternatifs et au recours à l'ESS...) ; créer des institutions de planification démocratique, depuis le niveau territorial jusqu'au niveau national, reposant sur des engagements des entreprises comme de l'État et leur suivi ; mettre en œuvre une politique volontariste d'égalité avec les Outre-Mer ; adopter une loi visant à protéger l'audiovisuel public et à garantir l'indépendance des médias.

9. Pour une construction européenne au service des peuples, de la démocratie et du bien commun : refuser les contraintes austéritaires du pacte dit de stabilité ; proposer un pacte européen pour le climat et l'urgence sociale, financé par la Banque centrale européenne ; ouvrir des négociations en vue de l'écriture de nouveaux traités, alignant par le haut les conquêtes sociales et écologiques, mettant fin aux politiques de dumping social et fiscal, ainsi qu'à l'encouragement aux délocalisations, plaçant les choix européens sous le contrôle des Parlements nationaux et du Parlement européen.

10. Pour une voix forte de la France, au service de la sécurité humaine et de la paix : soutenir l'Ukraine contre l'agression du régime de Vladimir Poutine, et agir pour une solution diplomatique à même de ramener la paix ; proposer une conférence pan-européenne, sous l'égide de l'ONU et de l'OSCE, en vue d'un nouvel accord de sécurité collective entre les 50 États concernés, en toute indépendance des États-Unis et de l'Otan ; engager la France dans l'action en vue du désarmement nucléaire multilatéral ; agir pour l'arrêt des massacres, un cessez-le-feu immédiat à Gaza et la fin de la colonisation de la Cisjordanie comme de Jérusalem-Est, exiger la libération des otages détenus par le Hamas, œuvrer au développement de l'aide médicale et humanitaire aux populations civiles, reconnaître l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël sur la base des résolutions des Nations unies, agir pour la suspension de l'accord d'association UE-Israël tant que le droit international sera bafoué ; dénoncer les traités de libre-échange ; développer de nouvelles logiques de coopérations solidaires avec les pays du Sud, et notamment le continent africain ; ouvrir des voies légales et sécurisées pour les migrants et les réfugiés, quels que soient leurs pays d'origine, dans le respect du droit international ; agir pour le co-développement dans le monde et la transformation des institutions internationales (OMC, FMI), afin de mettre fin aux hégémonies dans les relations entre nations, de relever le défi mondial du climat, de l'emploi de qualité et de la pauvreté, développer les biens communs de l'humanité.■

Candidat·es présent·es par le PCF et alliés dans le cadre de l'accord du Nouveau Front Populaire

Allier 1ère - Monnet	55,5%	Nord 12 - Baudoux	19.6 NQ
Alpes Mar 4è - Parent	15.3 NQ	Nord 16 - Bruneel	49.6
BDR 13è - Dharréville	52	Nord 20 - Roussel	54.5
BDR 16è - Koukas	45	Oise 1 - Lundy (G'S)	18.6 NQ
Calvados 4è - Mouraret	38.9	Oise 7 - Pen	43.2
Cher 2è - Sansu	54	Pas de Calais 3 - Tellier	50.1
Côte d'or 5è - Flache	19.6 NQ	Puy de Dôme 5 - Chassaigne	69
Doubs 3è - Dayet	20.4 NQ	Rhone 11 - Yousfi	35.9
Finistère 5è - Grelaud	45.4	Saône & Loire 2 - Gautheron	33.3
Gard 3è - Orimi	20.6 NQ	Savoie 1 - Granata	40.6
Gironde 8è - Faure	18.8 NQ	Paris 12 - Malaisé	51.8
Hérault 7è - Blasco	40.8	Seine Maritime 3 - Bénard	70
Ille & Vilaine 6è - Lafaye	38.3	Seine Maritime 6 - Jumel	66
Indre & Loire 5è - Coccia	19.3 NQ	Seine Maritime 8 - Lecoq	57
Isère 7è - Dichard	20.9 NQ	Seine Maritime 10 - Barré	21.1 NQ
Jura 2è - Ternant	37.9	Somme 3 - Deffontaines	16.6 NQ
Landes 2è - Lespade	48.6	Var 6 - Vinceneux	16.8 NQ
Loir & Cher 2 - Mayer	16.7 NQ	Vaucluse 3 - Duenas	19.1 NQ
Loire 3 - Bony	42.6	Vendée 4 - Mariel	17.5 NQ
Loire Atl 7 - Mahé	42.9	Essonne 4 - Deme	44.3
Loiret 4 - Nottin	36.6	Haut de Seine 1 - Fautillon	70
Maine & Loire 4 - Bouvet	39.6	Seine St Denis 2 - Peu	78
Manche 3 - Verove	43.8	Seine St Denis 4 - Bourouaha	100
Marne 3 - Barthélémy	17.8 NQ	Val de Marne 5 - Léger	43.5
Morbihan 4 - Le Flecher	18.2 NQ	Val d'Oise 3 - Maurel (GRS)	47.8
Moselle 4 - Girardot	13.2 NQ		

◆ Circonscriptions des sortants PCF et scores du 2nd tour en 2022

◆ Circonscription déjà attribuée au PCF en 2022 et score au 1er tour (si Non Qualifié.e) ou score du 2nd tour en 2022

◆ Circonscription non attribuée au PCF en 2022 et score du candidat.e Nupes au 1er tour

(si Non Qualifié.e) ou score du 2nd tour en 2022

◆ Circonscription attribuée aux partenaires du PCF et score en 2022 du candidat.e Nupes au 1er tour (si Non Qualifié.e) ou score du 2nd tour en 2022

FACE AU PÉRIL DE L'EXTRÊME-DROITE APPEL À FAIRE FRONT DANS LES LANDES

Les Landes, ce n'est pas l'extrême droite.

Les Landes, c'est le partage et la tolérance.

Les Landes, c'est la solidarité et le courage.

Dans les moments cruciaux de son histoire, les Landes ont toujours fait le choix de la justice et du progrès.

Aujourd'hui, parce qu'un Président de la République a installé l'extrême-droite comme son seul adversaire, après avoir contribué à sa banalisation, le RN a réalisé un score historique en France et dans les Landes aux Élections Européennes.

Nous, citoyens landais engagés dans la vie associative et culturelle, élus de sensibilité de gauche, militants syndicalistes, acteurs de la société civile, appelons à un sursaut démocratique pour dire non à l'extrême-droite et à ses idées nauséabondes.

Face au danger que représente le repli nationaliste pour nos libertés individuelles et collectives, alors que l'alliance annoncée entre une partie de la droite et l'extrême droite marque un tournant funeste dans notre histoire, nous appelons à une réaction forte et rassembleuse à la veille des législatives. Nous appelons à la mobilisation pour constituer un élan progressiste et humaniste, qui s'inscrit dans l'héritage républicain des Landes.

La formule est connue : « On a essayé la gauche, on a essayé la droite, on a essayé Macron mais on n'a pas essayé le RN ... ».

Nous, peut-être pas ! Mais les générations précédentes, si !

L'extrême-droite a une histoire et un bilan dans notre pays. ■

Samedi 22 juin à 14 h

Place de la Mairie

à Mont-de-Marsan

Manifestation contre l'extrême-droite

**À l'appel de l'intersyndicale, d'associations
et des partis politiques de gauche**



Gnacs et Chacailles

FRONT POPULAIRE ET JOURS HEUREUX

Si l'histoire ne se répète pas, elle porte en elle d'utiles enseignements pour comprendre le présent et agir sur l'avenir. Pour ce qui nous concerne aujourd'hui elle comporte d'intéressants parallèles. Dans un contexte de crise économique mondiale dont le point de départ est le crack boursier de 1929 aux U.S.A, la France connaît une situation de chômage et de misère terrible alors que l'affaire Stavisky, (homme d'affaire véreux trouvé «suicidé» à son domicile) secoue les milieux dirigeants jusqu'au sommet de l'Etat. Cette situation favorise la désaffection politique générale et la montée des ligues d'extrême droite (Action française, Jeunesses Patriotes, Solidarité française, Croix de feu ...) qui tentent d'exploiter à leur profit la crise économique que traverse la France. Dans un climat de guerre civile, la journée du 6 février 1934 symbolise la menace contre la République. Y succéderont la grève et les manifestations unitaires du 12 février, à l'appel des organisations syndicales. C'est alors que se produit un mouvement étendu au pays tout entier avec des défilés le plus souvent unitaires. A Paris, les manifestants se rejoignent malgré les divergences entre organisations. Ils traduisent les retrouvailles entre les différents courants du mouvement ouvrier symbolisés par la présence et les discours de Léon Blum pour les socialistes et Marcel Cachin pour les communistes. La réussite de cette journée donne confiance aux militants et stimule de nombreuses initiatives unitaires qui seront annonciatrices du Front populaire «pour le pain, la paix, la liberté». Cela se traduit par des grèves immenses avec occupation d'entreprises actant d'importants succès revendicatifs et débouchant au niveau national sur les «Accords Matignon» du 8 juin 1936 avec le gouvernement de Front Populaire de Léon Blum. De 1939 à 1945, la 2ème guerre mondiale conduite par l'Allemagne de Hitler soutenu en France par les ligues d'extrême-droite, le gouvernement traître de Pétain et le patronat «collabo» qui préférerait Hitler au Front Populaire, mit un terme aux conquêtes sociales et démocratiques de la classe ouvrière. L'unité des forces progressistes dans le Conseil National de la Résistance et la Libération avec l'aide des forces alliées permirent la capitulation de l'Allemagne nazie et l'application en France du programme du CNR «Les jours heureux» comportant des conquêtes comme la Sécurité Sociale et beaucoup d'autres, dont nous bénéficions encore aujourd'hui malgré les attaques portées par toutes les forces réactionnaires patronales, de droite, macronistes et que l'extrême-droite si elle prend les rênes du pouvoir, ne manquera pas de liquider au profit des puissances d'argent qui les financent. Après la gravissime promotion électorale du RN et ses soutiens, le nouveau Front Populaire ne face au danger, peut être majoritaire au Parlement et construire un gouvernement d'union pour abroger les contre réformes des retraites et de l'allocation chômage, améliorer les petits et moyens salaires, lancer un plan audacieux de rénovation et de développement des services publics dans les quartiers comme à la campagne, en portant un grand effort pour l'école et les services de santé, empêcher la cure d'austérité qui s'annonce en recherchant de nouvelles recettes budgétaire en faisant payer son dû à la solidarité nationale par le capital. Notre pays ne souffre pas d'un manque d'argent. Il souffre de son accumulation à un pôle de la société contre l'immense majorité. C'est ce système que veut préserver le bloc bourgeois capitaliste prédateur prêt à toutes les combinaisons politiques pour y parvenir. Les Landes avec Jean-Marc Lespade, Marie-Laure Lafargue, Boris Vallaud, et leurs suppléantes et suppléants, portent une autre politique. Adara que cau ha (maintenant il faut faire). ■

Roger La Mougne